

Entretien

Guadeloupe : « Libérations nationale et sociale doivent aller de pair »

mercredi 29 mai 2013, par [DAVRANCHE Guillaume](#), [DOMOTA Elie](#) (Date de rédaction antérieure : 6 avril 2013).



Élie Domota (UGTG)

Élie Domota, 45 ans, cadre à Pôle Emploi, est secrétaire de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) depuis 2008. Il est également porte-parole de Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP), dont le sigle est encore dans toutes les mémoires, puisque cette coalition a orchestré le vaste mouvement populaire sur l'île de janvier à mars 2009. Le 26 février 2009 voyait la signature de l'accord interprofessionnel sur les salaires (dit Accord Bino [\[1\]](#)) puis le 4 mars 2009, de l'accord général entre les autorités françaises et le LKP, portant notamment sur la réglementation des prix, la formation et l'insertion des jeunes et l'augmentation des salaires. La vie est chère en effet sur cette île « contrainte » d'importer d'Europe l'essentiel de ce qu'elle consomme, tandis que les intermédiaires qui tiennent l'import-export réalisent de confortables marges : c'est la fameuse *pwofitasyon*.

Quatre ans après les événements, Élie Domota fait le point sur la situation politique et sociale, l'audience et la pratique de l'UGTG, l'autonomie économique des Antilles, l'indépendance, la créolité...

Alternative libertaire : quatre ans après les accords Bino, où en est-on ? Le coût de la vie a-t-il baissé ?

Élie Domota : Non. On ne peut pas dire que les accords soient respectés, ni par le patronat, ni par le gouvernement. La *pwofitasyon* continue, tandis que les Guadeloupéens se serrent la ceinture. Après le mouvement social de 2009, le LKP a mis en place un Bureau d'études ouvrières pour contrôler les prix. Il n'a pas constaté de baisse sur les produits de première nécessité, alors que cette question était au cœur du conflit. Le chômage des jeunes avoisine toujours les 60 %, et le carburant est toujours environ 5 % plus cher qu'en métropole, ce qui grève les budgets sur une île où les infrastructures de transports en commun sont sous-développées.

En septembre, le « ministre de Confettis de l'empire », Victorin Lurel, est venu ici pour présenter son projet de loi sur la régulation économique outre-mer. Mais la « concertation » dont il s'est gargarisé, elle s'est résumée à recueillir les desideratas des syndicats patronaux. Il a purement et simplement ignoré les syndicats ouvriers et les associations de consommateurs, et ne nous a reçus qu'une fois que le projet de loi était ficelé. Là, nous avons eu droit à trente minutes de monologue ministériel puis, quand nous avons commencé à parler, l'individu s'est éclipsé au bout de dix minutes, ayant mieux à faire. Même le préfet était abasourdi par une telle arrogance ! À l'arrivée, cette loi Lurel n'est qu'une esbroufe : elle édicte bon nombre de mesures qui existent déjà.

Si l'État français a bafoué les accords Bino, en revanche il n'a pas démérité en matière de répression, dès que la Guadeloupe n'a plus été sous les feux de l'actualité...

Élie Domota : C'est peu dire. En 2011-2012, plus de 70 militantes et militants de l'UGTG ont été visés par des procédures judiciaires, à divers titres. Notre ancien secrétaire général, Raymond Gauthierot, a ainsi été condamné à trois mois de prison ferme et à près de 5 000 euros d'amendes au total pour son action dans la lutte du Centre de formation des apprentis. Charly Lendo (hôtellerie-tourisme), est poursuivi pour « homicide involontaire indirect ». Il est accusé d'être responsable de la mort d'un jeune cyclomotoriste pendant le mouvement LKP en 2009. Régine Delphin (commerce) a été condamnée à 8 000 euros d'amende pour « provocation à la discrimination et à la haine raciale » à cause d'un discours mettant en cause la famille Viviers – une famille influente du patronat blanc-pays [2]. Comme l'a relevé Mediapart, qui a consacré une enquête à cette dernière affaire, toute l'accusation repose sur la traduction spécieuse d'une expression créole. Mais le juge a visiblement décidé de « punir » une syndicaliste qui avait osé s'en prendre à la classe possédante...

On a dit que le mouvement de 2008, en mettant en lumière les causes de la vie chère, avait attisé le sentiment indépendantiste. Qu'en est-il ?

Élie Domota : Avant de répondre à votre question, je précise que sur cette question, il faut distinguer l'UGTG du LKP. L'UGTG est favorable à l'indépendance, et le dit clairement ; en revanche, le LKP est une coalition englobant des organisations dont certaines n'ont pas d'opinion sur l'indépendance, ou y sont hostiles. En tant que porte-parole du LKP, j'ai respecté mon mandat en ne soulevant pas cette question. À l'époque, la ministre de l'Outre-Mer, Marie-Luce Penchard, a néanmoins cherché à diviser le LKP en le taxant d'indépendantisme. Nous avons évité de tomber dans le piège, et recadré les choses en lui disant : « *Nous conduisons un mouvement de revendications qui appellent bien évidemment des réponses politiques.* »

Pour revenir à la question on peut dire que oui, l'idée de souveraineté a progressé, même si cela va lentement, car on ne gomme pas aussi facilement quatre siècles de sujétion. Mais il y a une prise de conscience, que l'on observe notamment dans le souci de « consommer local », plus répandu qu'autrefois. La question-clef pour la Guadeloupe, c'est celle de l'autonomie économique, de capacités productives qui, aujourd'hui, sont totalement en deçà des besoins.

La Guadeloupe reste cantonnée à la mono-industrie touristique et à de l'agriculture d'exportation – sucre, rhum et banane. La Politique agricole commune (PAC), qui oriente la production européenne à coups de subventions ciblées, a maintenu la Guadeloupe dans ce schéma hérité de l'économie coloniale.

Justement, les subventions européennes prennent fin en 2015. Cela ne peut-il permettre une diversification économique ?

Élie Domota : Oui, à condition que l'on se batte pour cela ! À condition que le conseil général – qui est le principal propriétaire foncier de l'île – loue les terres aux cultivateurs dans une logique

d'agriculture paysanne et d'autonomie alimentaire. Si au contraire il les concède à des multinationales pour faire de nouvelles cultures d'exportation, on n'aura pas avancé d'un iota.

C'est cette politique que l'UGTG va désormais défendre au sein de la Chambre d'agriculture ?

Élie Domota : Tout à fait. Pour la première fois cette année, l'UGTG a présenté des candidats aux élections à la Chambre d'agriculture, dans le collège salariés. Dans le collège exploitant, il y a l'Union des producteurs agricoles de Guadeloupe (UPG), qui défend le projet d'une agriculture paysanne, adaptée aux besoins de la population. Il faut savoir qu'historiquement, notre organisation est issue des luttes des ouvriers des plantations. Mais elle s'est, progressivement, quelque peu éloignée de cette base du fait même des mutations économiques. Nous entendons nous renforcer dans ce secteur, crucial dans la mesure où il intéresse directement l'autonomie alimentaire.

Le LKP, lui aussi, défend les petits paysans, en se battant contre un projet qui les menace en ce moment. Il s'agit d'un projet de port en eaux profondes, qui viserait à faire de Pointe-à-Pitre le hub caraïbe du commerce international : 1,2 million de containers par an, qui arriveraient de toute la planète pour être redispachés dans la région. Certains sont tout émerveillés par cette vision pharaonique. Pas nous ! Ce projet est dans la logique de la mondialisation capitaliste, de la spécialisation des cultures et des productions, qui enrichit les multinationales, ruine les petits et empêche tout développement productif local. À titre d'exemple, si demain nous voyons débarquer des containers entiers d'igname costaricain à 1 euro le kilo, alors que l'igname guadeloupéen est à 2,4 euros, c'est la mort de la filière locale.

L'autre grande question du moment, c'est le maintien de l'avant-dernière sucrerie de Guadeloupe : l'usine Grand'Anse à Marie-Galante, dont le patronat semble avoir programmé la fermeture. Il n'y a plus d'investissements, les machines sont au bout du rouleau et deviennent dangereuses pour les ouvriers, qui ont déjà usé de leur droit de retrait. L'objectif du patronat est vraisemblablement de concentrer toute la production sur la sucrerie Gardel, à Grande-Terre. Du coup, la reconversion du site de Grand'Anse alimente déjà les spéculations : on parle de produire de l'électricité par la combustion d'une variété de canne fibreuse propre à cela.

Produire de l'électricité pour la population marie-galantaise, n'est-ce pas plus intéressant que de produire du sucre pour l'exportation ?

Élie Domota : Les ouvriers du site ont fait le choix de se battre pour le maintien de la production sucrière. Pour l'instant, la reconversion vers la production énergétique n'est qu'une spéculation. Le vrai risque aujourd'hui, c'est la fermeture pure et simple du site. Et puis l'électricité, c'est bien, mais ça ne se mange pas. Il ne faut pas dévoyer des terres agricoles pour de la production de carburant ou d'énergie. La terre doit nourrir l'être humain.

Revenons à l'UGTG. A-t-on constaté une poussée de ses effectifs après le mouvement de 2009 ?

Élie Domota : Oui, tout à fait. Dans tous les secteurs où nous sommes présents : tourisme-hôtellerie, collectivités territoriales, santé, transports pétroliers, dockers, BTP, commerce, agro-alimentaire, organismes sociaux... Dans le petit commerce, nous nous implantons dans les pharmacies. Aux élections TPE (très petites entreprises) de décembre 2012, l'UGTG s'est classée première, avec 43 % des suffrages. Le taux de participation (4,74 %) a été honnête dans la mesure où ici, l'organisation par les pouvoirs publics a été encore plus lamentable qu'en France : dans le meilleur des cas, les salarié-e-s n'ont reçu les bulletins de vote que la veille du scrutin. La plupart les ont reçus après. Et certains, jamais...

Le seul secteur dont nous soyons à peu près absents, c'est la fonction publique d'État. Il existe néanmoins, dans l'Éducation nationale, une « organisation sœur », le Syndicat des personnels de l'éducation en Guadeloupe (Speg).

Le dernier secteur où l'UGTG s'est développé, après les accords Bino, c'est celui des transports, avec la formation de deux syndicats d'entrepreneurs : Syndicat des transporteurs de marchandises de Guadeloupe (STMG) et l'Union des transporteurs de voyageurs (UTV).

L'UGTG syndique des petits patrons ?? Cela ne risque-t-il pas de créer des contradictions ?

Élie Domota : C'est un risque. En Guadeloupe, le service public du transport de passagers a été créé et organisé par des entrepreneurs privés depuis plus de cent ans. Or, depuis 2008, le conseil général a ouvert un grand chantier sur la réorganisation des transports en promettant qu'« aucun transporteur ne resterait sur le bord de la route ». On s'est rapidement aperçu que cela était faux. L'objectif poursuivi par les autorités est en fait le démantèlement des entreprises de transport au bénéfice de groupes plus puissants et cela au détriment du service public et des usagers. Cette manœuvre a déjà réussi à ruiner plus de 400 transporteurs. En mars 2009, l'accord Bino prévoyait un audit pour faire le point sur la situation. Là encore, l'accord n'a pas été respecté. Peut-on accepter que des centaines de personnes se retrouvent au chômage à cause de cette politique désastreuse ? Les transporteurs ont réagi et ont créé leur syndicat, l'UTV.

Dans les années 1990, l'UGTG a pratiqué la reprise en mains d'entreprises occupées par leurs salarié-e-s. Cette pratique est-elle tombée en désuétude ?

Élie Domota : Il s'agit d'une stratégie basée principalement sur la résistance économique. Nous l'avons souvent utilisée dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration. Ainsi, des camarades ont occupé l'hôtel Écotel (École hôtelière de la CCI) ou encore le restaurant La Maison de Marie-Galante ou bien d'autres sites. Ces occupations ont débouché sur des créations d'entreprises ou des embauches dans différents domaines. Pour exemple, le site d'Écotel a été racheté par une clinique qui a recruté les camarades résistant dans des métiers de la santé après la mise en œuvre d'un dispositif de formation.

Les travailleurs continuent à lutter notamment par la reprise de leur entreprise en cas de liquidation. Le licenciement économique ne doit pas être vécu comme une fatalité : sur le plan statistique, la Guadeloupe est la région la plus productive en matière de création d'entreprises.

Actuellement, l'UGTG travaille avec d'autres organisations sur le projet de reprise de la ferme de Campêche (ancienne unité avicole). Il s'agit dans un premier temps de former 12 jeunes aux métiers de l'agriculture (formation diplômante et qualifiante) dans le cadre d'un chantier d'insertion. Dans un second temps, un tiers des stagiaires seront recrutés au sein d'une entreprise créée sur le site de Campêche ; les autres bénéficieront d'un accompagnement à la création d'entreprise et à la recherche d'emploi.

Quel modèle socialiste défend l'UGTG ?

Élie Domota : L'UGTG affirme que libération nationale et libération sociale doivent aller de pair. On a pu voir comment, dans la plupart des pays décolonisés, une bourgeoisie autochtone s'est substituée à la bourgeoisie blanche, en maintenant l'essentiel des rapports d'exploitation - le cas de l'Afrique du Sud est le plus parlant. Nous avons des relations cordiales avec les partis guadeloupéens indépendantistes, mais nous leur disons clairement qu'en aucun cas la lutte des classes ne peut être subordonnée à la lutte de libération nationale. Dans le cadre d'une Guadeloupe indépendante, l'UGTG continuerait à défendre les intérêts des travailleuses et des travailleurs.

Pour le reste, au-delà du fait que notre organisation est anticapitaliste et favorable à la socialisation des moyens de production, elle ne propose pas de projet de société clef en main.

L'UGTG a été créée en 1973 par des militants marxistes-léninistes maoïstes. Cependant il ne s'agit pas de principes dogmatiques, mais d'ancrer nos luttes dans nos propres réalités, dans notre propre histoire, dans notre propre culture, tout en nous éclairant des luttes et des expériences d'ici ou d'ailleurs.

Ainsi, l'expérience du LKP a été très importante pour nous. La force du LKP, c'est d'avancer en fédérant les différences, en croisant les inspirations, en donnant la parole au peuple. Aujourd'hui, le LKP continue de vivre en organisant des forums décentralisés baptisés Liyannaj a pawòl (« Échangeons-Débattons »). Il s'agit d'inciter la population à exprimer ses besoins, ses exigences, ses craintes mais aussi ses idées, ses solutions, et d'en donner une traduction structurée et cohérente.

Le 21 décembre 2012, à Sainte-Rose, une centaine de personnes ont ainsi participé au Liyannaj a pawòl, particulièrement remontées contre les prétentions d'un Blanc-Pays du coin, descendant de propriétaires d'esclaves, qui déclare être le propriétaire de toutes les terres cultivées par les paysans noirs.

Il faut écouter les travailleuses et les travailleurs. Si l'UGTG est devenue la principale organisation syndicale de l'île [3], c'est parce qu'elle a su être pragmatique et écouter.

Y a-t-il des Blancs qui rejoignent l'UGTG malgré l'image d'« extrémiste irresponsable » que lui ont taillée les médias ?

Élie Domota : Oui, bien sûr. Il faut avoir conscience que l'essentiel des gens qui nous rejoignent le font parce qu'ils pensent que l'UGTG est l'organisation la plus à même de leur faire obtenir satisfaction. Peut-être aussi qu'ils aiment bien le créole, les couleurs du drapeau, que sais-je ! *[rires]* Cela ne va pas forcément plus loin, au départ. L'UGTG syndique toutes et tous les travailleurs, sans distinction de race, de religions, de conviction politique ou philosophique. Défans a travayè apa on biten a nèg ou blan : « La défense des travailleurs n'est pas une affaire de Noirs ou de Blancs ». Nous combattons l'exploitation capitaliste et colonialiste.

Avez-vous des revendications sur le plan culturel ? Sur l'enseignement par exemple ?

Élie Domota : Un des gros problèmes de l'enseignement ici, c'est l'inadaptation de l'école républicaine française aux spécificités de notre pays. Le taux d'échec scolaire est trop élevé. Comment l'expliquer ? Est-ce que les Noirs sont moins intelligents ? Évidemment non. Donc c'est parce que le système scolaire est inadéquat.

Certes, la caricature du « Nos ancêtres les Gaulois » est dépassée – mon frère aîné y a eu droit, mais pour ma part je ne l'ai pas connue. Il n'empêche que je suis un enfant de l'école publique ! On m'a interdit de parler créole pour m'obliger à parler français. On ne nous a jamais appris l'histoire de la traite négrière, de l'esclavage. Notre histoire a été occultée au profit de celle du dominateur. En CM1, j'admirais Napoléon Bonaparte ! *[rires]* Eh oui, le pont d'Arcole, tout cela, ça avait de l'allure... *[rires]* C'est à la Jeunesse ouvrière chrétienne que j'ai appris qu'il avait rétabli l'esclavage en Guadeloupe en 1802 ! Un sacré enfoiré !

Pour revenir à l'école actuelle, elle reste en décalage avec la réalité de nos enfants. J'ai trois enfants, dont un qui, récemment encore, était en CP. Et à qui on apprenait les quatre saisons, la cueillette des champignons en automne, etc. Rappelons que sous les tropiques, il n'y a que deux saisons, pas

d'automne... On lui a appris également comment on faisait le vin : les vignes, les vendanges, la fermentation, etc. En revanche, on ne lui a pas appris comment on faisait le rhum...

Tout cela, certes, se fait sous couvert d'« ouverture au monde ». Le problème est que dans un contexte de domination par la métropole, cela pose le problème de la sujétion culturelle. Je préférerais que nos enfants maîtrisent, en premier lieu, leur propre environnement. Quant à l'ouverture au monde, en tant qu'internationaliste, je suis pour, bien évidemment. Mais logiquement cette ouverture devrait se faire avant tout en direction de notre voisinage naturel, c'est-à-dire les Caraïbes, une aire culturelle où l'on parle français, mais aussi anglais, espagnol et bien sûr créole.

Le créole est sous-enseigné dans ce pays, alors que c'est la langue maternelle. Comme je vous l'ai dit, il existe dans l'Éducation nationale un syndicat dont nous sommes proches, le Speg. En plus des revendications professionnelles traditionnelles, il cherche à peser sur le contenu de l'enseignement. Certains de ses militants ont déjà eu des contacts avec le réseau Diwan, en Bretagne, pour s'inspirer de leur expérience. De leur lutte pour réhabiliter une langue que l'État français niait.

C'est étonnant que ce combat n'avance pas plus vite, alors que les Antilles comptent des intellectuels renommés, hérauts de la créolité...

Élie Domota : Disons que les intellectuels, on aimerait les entendre plus souvent parler créole, justement. Sans plaisanter ! Il n'y a que l'UGTG qui ose parler créole à la télé ! Il y a une façon qu'ont certains intellectuels de se pencher sur le petit peuple, et de parler pour lui, dans un langage inaccessible, qui est très désagréable. Nous pensons qu'il faut au contraire écouter le peuple, parler son langage, apprendre du savoir-faire ouvrier, de la science ouvrière. Avoir fait des études supérieures ne permet hélas pas toujours de comprendre cela.

Dernière question : début janvier, le Mouvement international pour les réparations a lancé une grande opération d'assignations en justice de l'État français par des descendants d'esclaves. Soutenez-vous cette démarche ?

Élie Domota : Tout à fait. C'est une démarche symbolique, mais qui a le mérite de poser une question hautement politique. La France est un pays riche, qui a bâti sa richesse sur l'exploitation de son empire colonial. La Guadeloupe, mais aussi la Martinique, la Réunion ou la Guyane sont des pays pauvres, dont le sous-développement économique est hérité du schéma colonial. La réparation, cela ne veut pas dire verser des indemnités monétaires à tel ou tel descendant d'esclave. Cela veut dire un retour d'ascenseur : que l'État français finance le développement économique de nos pays, selon un projet défini par et pour les populations de nos pays.

Propos recueillis par Guillaume Davranche (AL Montreuil) le 10 janvier 2013 à Pointe-à-Pitre

P.-S.

* Publié le 6 avril 2013 par journal01.alternativelibertaire.org

Notes

[1] Du nom de Jacques Bino, un syndicaliste de la CGTG assassiné le 17 février 2009 sur un barrage à Pointe-à-Pitre. Un meurtre qui reste non élucidé.

[2] Les Blancs-Pays sont l'équivalent guadeloupéen des Békés martiniquais : de riches héritiers descendants de colons.

[3] Aux élections prud'homales de 2008 (23,19 % de participation), l'UGTG a obtenu 51,67 % des suffrages exprimés, devant la CGTG (19,83 %) et la Centrale des travailleurs unis (8,57 %). FO et la CFDT pèsent moins de 8 % chacune ; CFTC, Unsa, CGC et FSU moins de 4 % chacune.